

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 27/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENRY RECYCLAGE SARL

91bis, Rue de la Paix
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD-2024-12-T-915
Code AIOT : 0005804318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement HENRY RECYCLAGE SARL implanté Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors d'une visite de l'inspection sur un site voisin, les inspecteurs ont pu constater la présence de pneumatiques en limites de propriété. Les inspecteurs se sont donc rendus sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENRY RECYCLAGE SARL
- Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005804318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site (situé rue Joliot Curie à Saint Aubin les Elbeuf) est autorisé par arrêté préfectoral du 31 mai

2016 pour la récupération et le traitement des pneumatiques et caoutchoucs techniques en vue de leur valorisation (rubrique n°2791-1).

Le site relève de la directive dite IED au titre de la rubrique n°3532 de la nomenclature. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles s'appliquent ainsi aux installations.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré les améliorations constatées entre le jour de la visite et le 10 octobre 2024, l'inspection constate à nouveau (constats déjà établis lors de la visite d'inspection du 3 mai 2024) que les distances entre les pneumatiques et les limites de propriété ne permettent pas le passage d'engins de secours en cas d'incendie. Ce point fera l'objet d'une mise à jour des prescriptions applicables au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Distance de sécurité entre les dépôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 05/03/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action correctivedate d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante:</p> <p>-une zone de tri et broyage-n°1 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :</p> <p>Cette zone non-couverte sur une surface étanche d'une superficie d'environ 2500m² accueille les unités de tri des pneumatiques ainsi que les broyeurs, elle est éloignée des autres zones de stockage, par une distance d'environ 15 mètres. Le système est composé de deux broyeurs à la suite l'un de l'autre , le deuxième effectuant une deuxième opération de broyage sur les broyats sortants du premier.</p>

<p>-une zone de stockage fluvial-n°2 sur le plan annexé aux présentes prescriptions: Cette zone non-couverte sur surface étanche a pour vocation le regroupement en bordure du quai des volumes de broyats nécessaire au chargement de bateaux. D'une superficie d'environ 800m², elle peut accueillir une capacité maximale de 400 tonnes de broyats issus de pneumatiques usagés avec une hauteur maximale de 4mètres.</p> <p>-un bâtiment-n°3 sur le plan annexé aux présentes prescriptions : Ce bâtiment accueille les bureaux et le stockage et la préparation des pneumatiques réutilisables entiers ou rechapables (en vue de leur expédition vers des sites de valorisation). Le bâtiment a une superficie d'environ 750 m². Le stockage de pneumatiques au sein de ce bâtiment ne doit pas dépasser les 400m³.</p> <p>-une zone non-couverte sur une surface étanche de stockage des pneumatiques non réutilisables (entiers ou broyés), et des pneumatiques usagés de poids lourds, génie civil, agraire-n°4 sur le plan annexé aux présentes prescriptions : Cette zone présente une superficie maximale de 1600 m² et un volume maximal de 6400 m³. Elle est composée de 8 alvéoles:</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'une capacité maximale individuelle de 800 m³ avec une base de superficie égale à 200m² ; - fermée sur 3 cotés par des parois en béton REI Coupe-Feu 2 heures d'une hauteur de 4mètres; - isolées des autres zones de stockage et bâtiments par une distance minimale de 10mètres; - la hauteur de stockage maximale autorisée au sein des alvéoles est de 4mètres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate à nouveau la présence de pneumatiques contre la clôture d'enceinte. Interrogé, le responsable d'exploitation a indiqué qu'un déstockage sera engagé dès la semaine suivante. L'exploitant n'a pas tenu informée l'inspection des mesures réellement réalisées mais l'inspection a pu constater lors d'un passage à côté du site le 10 octobre 2024 que les stocks avaient certes diminués mais que des tas de pneumatiques étaient toujours le long de la clôture d'enceinte. L'étude de dangers de 2019 précise qu'une distance de 10 mètres est à respecter entre chaque tas mais ne précise pas que cette distance s'applique aussi avec les limites de propriété.</p> <p><u>Demande n°1</u> : l'inspection considère que l'éloignement entre les différents tas doit également s'appliquer avec la limite de propriété et demande à l'exploitant de respecter cette distance de 10 mètres avant le 31 janvier 2025 pour permettre le passage d'engins de secours en cas d'incendie. Ce point sera intégré à la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>